

### Défendre la vérité : Le courage de témoigner

*La lutte de l'homme contre le pouvoir est la lutte de la mémoire contre l'oubli.*

Milan Kundera (Le livre du rire et de l'oubli)

Le 27 octobre dernier, Sergio Aguayo, un ami de longue date d'Inter Pares, était l'objet de menaces de mort publiques transmises par l'un des principaux quotidiens mexicains, en raison de son combat indéfectible pour les libertés civiles et les droits de la personne au Mexique. Le message de menaces visait également Miguel Sarre, Edgar Cortéz, Juan Antonio Vega et Fernando Ruiz.

Ces menaces n'ont pas été prises à la légère. Une semaine plus tôt, Digna Ochoa y Plácido, avocate réputée pour la défense des droits de la personne, avait été exécutée dans son bureau de Mexico. La note laissée par les meurtriers condamnait son action en faveur des « terroristes » et des ennemis de l'État et mettait en garde les défenseurs des droits de la personne qu'ils risquaient de subir le même sort. Sergio Aguayo et ses collègues ont vigoureusement dénoncé cet assassinat et exigé la tenue d'une enquête publique.

Leurs vies sont maintenant en danger.

Ces exemples ne sont pas propres au Mexique. Une semaine auparavant, une autre amie d'Inter Pares, Matilde González Izás de l'unité de recherches d'AVANCSO au Guatemala avait reçu des menaces de mort après le cambriolage de son bureau et le vol de son ordinateur et de ses dossiers de recherche. Son crime ? Avoir rassemblé des preuves documentaires sur l'inquiétante réapparition dans les montagnes guatémaltèques des comités « de vigilance ». Dans les années quatre-vingts, ces comités ont mené pour le compte de l'armée la terrible campagne de la terre brûlée. Les menaces proférées à l'encontre de Matilde rappellent l'assassinat douze ans plus tôt, le 11 septembre 1990, de Myrna Mack Chang qui occupait alors le même poste au sein

d'AVANCSO.

En quoi Sergio Aguayo et Matilde González peuvent-ils représenter une menace pour ces hommes sinistres, puissants et bardés d'armes et d'argent et qui semblent avoir bien plus de pouvoir que n'en auront jamais Matilde, Sergio et tous ceux et celles qui œuvrent pour la vérité et la justice ? C'est que le pouvoir repose sur des mensonges. Dès lors, même le pouvoir absolu est en danger quand ces mensonges sont révélés et que, dans les cœurs et les esprits, la vérité prend le pas sur la peur.

La maîtrise de l'information est l'arme la plus puissante des oppresseurs. Les mythes nationaux, les mensonges des dirigeants et les subterfuges

publiques et les règles du débat : le mensonge s'épanouit librement avant même que le débat ne commence.

Contre la propagande, le pouvoir et l'impunité, des millions de citoyennes et citoyens engagés se dressent comme autant de « témoins » de la paix, la dignité, la justice et l'autodétermination. Ils témoignent de leur vie, de celle de leur famille et de leur communauté. Ils témoignent des crimes qui ont été perpétrés contre eux et contre d'autres en exigeant que les responsables répondent de leurs actes.

Le courage est leur arme. La vérité est leur credo.

Contre l'endoctrinement, ils éduquent. Contre les thèses officielles,

---

**Contre la propagande, le pouvoir et l'impunité, des millions de citoyennes et citoyens engagés se dressent comme autant de « témoins » de la paix, la dignité, la justice et l'autodétermination.**

---

politiques concourent à contenir la population civile. Lorsque les mythes sont déchirés, les mensonges dénoncés et les subterfuges découverts, les tenants du pouvoir ont alors recours à l'intimidation, à la coercition et à la violence. Autrement dit, dès que le pouvoir est menacé, ceux qui le détiennent optent souvent pour la terreur.

La propagande est partout. Elle imprègne non seulement le discours public; elle le constitue. Elle forme le milieu ambiant dans lequel prospèrent les tromperies ordinaires de la vie politique. Sa fonction est quadruple : endoctriner, justifier, dissimuler et inciter les citoyens à l'obéissance passive. C'est encore la propagande qui dicte les priorités

ils expriment la dissidence et la critique publique. Contre la dissimulation, ils éclairent l'histoire à la lumière de leur expérience personnelle et celle de leur communauté. Contre l'obéissance passive, ils s'engagent dans l'action citoyenne pour rendre pouvoirs publics et militaires responsables de leurs actes.

Témoigner, c'est faire outrage au pouvoir. Éclairer l'histoire, c'est être une menace. S'engager, c'est défier l'ordre établi. Inter Pares accompagne ceux et celles qui témoignent de leur propre expérience pour veiller à ce que l'histoire ne se répète pas et pour en écrire une nouvelle page plus humaine. Ce Bulletin illustre les actions que nos homologues mènent dans ce sens.

# Plus jamais ! Vérité et réconciliation au Pérou

*La Commission considère que la justice et la réconciliation nationale... ne seront possibles qu'en établissant publiquement la vérité. Une société juste et démocratique ne peut être édifiée sur les mensonges ni le silence coupable.*

Déclaration de la Commission vérité et réconciliation du Pérou, 11 novembre 2001.

Diana Avila est péruvienne. Elle est directrice exécutive de Project Counselling Service (PCS), un homologue de longue date d'Inter Pares en Amérique latine. Grâce à PCS, Diana a travaillé en étroite collaboration avec des Guatémaltèques ayant participé aux activités de la commission d'enquête, la « Commission de vérité », qui a fait des révélations sur la guerre qui a ravagé le Guatemala dans les années soixante-dix et quatre-vingts. Aujourd'hui, c'est au tour du Pérou de se doter d'une Commission de vérité et de réconciliation. Diana a donc entrepris de partager avec des organisations populaires et des militants des droits de la personne au Pérou l'expérience de ses collègues du Guatemala pour en tirer les leçons qui les aideront à préparer le travail à venir.

Au cours des deux dernières décennies, les Péruviens ont fait les frais de la

violence politique et d'une répression intense. De la fin des années quatre-vingts au début des années quatre-vingt-dix, non moins de 600 000 personnes ont été déplacées. Vingt-six mille autres ont été tuées et plus de six mille ont « disparues ». Plus de trois mille personnes ont été jetées en prison à la suite de procès secrets au cours desquels les accusés n'ont pas eu le droit de prendre connaissance des preuves qui les accablaient. Il y avait parmi eux des défenseurs des droits de la personne, des enseignants et des syndicalistes. Des milliers d'autres ont été accusées, le plus souvent sous la torture, de terrorisme et ont ensuite été incarcérées. Les victimes de la guerre se trouvent majoritairement parmi les autochtones de langue Quechua les plus pauvres.

Les gouvernements qui se sont succédés ont pris pour cible tous ceux et celles qui exprimaient leur dissidence.

Les organisations péruviennes de défense des droits de la personne qui ont réclamé l'organisation d'un processus de paix national ont été accusées par le gouvernement de « sympathies terroristes ». Ainsi, les inégalités, les injustices et les abus de pouvoir qui nourrissaient la guerre sont restés en dehors du débat public.

Après la chute du régime autoritaire de Fujimori, fin 2000, le gouvernement de transition chargé d'organiser de nouvelles élections a accédé à la demande populaire pour comprendre et faire la lumière sur la période antérieure. Une Commission de vérité et de réconciliation a été créée pour enquêter sur la violence de la guérilla et sur la réaction des gouvernements péruviens successifs, incluant la corruption, l'impunité et l'abus de pouvoir qui étaient devenus normes sous l'ancien régime.

Diana explique qu'en dépit de l'existence d'organisations de déplacés, de parents de disparus et d'autres victimes de la violence politique, les gens, les familles et les communautés craignent de raconter ce qui leur est arrivé. Il n'y a pas eu de processus de paix véritable; la violence et la peur persistent, en particulier dans les communautés rurales où PCS est actif. Aucun soutien n'est, en outre, offert à ceux et celles qui décident de témoigner, ce qui, inévitablement, ravivera la peine et la douleur longtemps refoulées.

« Au Guatemala, nous avons appris combien ces déclarations sont pénibles et qu'il est donc nécessaire d'aider et d'entourer ceux et celles qui envisagent d'apporter leur témoignage. Nous savons aussi qu'aucune commission de vérité n'aurait réussi sans la participation de groupes organisés comme les organismes populaires, les organisations de défense des droits de la personne, de femmes et d'agriculteurs », explique Diana.

Diana et PCS veulent faciliter l'échange d'expériences, mettre en rapport les nouveaux comités de défense des droits de la personne avec les acteurs nationaux et fournir la formation dans le suivi psychologique. Ils s'assureront aussi que les groupes de paysannes et d'autres groupes venant des zones sinistrées par la guerre pourront raconter ce qui s'est passé et faire toute la vérité sur ce qui est arrivé dans leurs villes et villages.

Comme le dit Diana : « C'est ainsi que l'expression « *Nunca más* » – plus jamais ! – prendra tout son sens ».

## Third World Network

Les images transmises par les médias dominants, celles à partir desquelles nous appréhendons le monde et façonnons l'histoire au quotidien, ne nous dévoilent bien souvent qu'une réalité atrophiée. La réalité est complexe. Elle est modelée par des personnes, des cultures et des pays qui tissent un enchevêtrement d'histoires et d'expériences. À l'ère de la mondialisation, l'information est un outil essentiel qui permet de participer de manière significative à la vie de la planète et de créer un monde ouvert à tous.

Third World Network (TWN) a été fondé pour faire entendre les voix du Sud dans les forums internationaux sur le développement et les relations Nord-Sud. En réunissant journalistes, économistes, chercheurs et groupes de la société civile de divers pays, TWN tente d'articuler au mieux les besoins et les intérêts des populations du Tiers-Monde, en particulier les plus marginalisées. TWN prône un développement qui réponde aux besoins de la personne et qui favorise une distribution équitable des richesses mondiales. Avec un secrétariat à Penang, en Malaisie, et des bureaux en Inde, en Uruguay, en Angleterre, en Suisse et au Ghana, TWN fait cause commune avec de nombreuses

organisations du Sud et du Nord, dont le Canada. Depuis des années, Inter Pares collabore avec TWN-Malaisie et TWN-Afrique.

TWN produit un certain nombre de publications qui sont distribuées à l'échelle internationale. Parmi elles, le mensuel *Third World Resurgence* qui ouvre de nouvelles perspectives d'analyse des questions sociales, économiques et environnementales, en présentant le point de vue de journalistes et de chercheurs du Sud. TWN publie aussi des « dossiers » sur des sujets tels que le développement, l'économie, la finance, les droits de la personne, l'environnement, la culture et les politiques de développement. Ces dossiers sont envoyés à près de 200 journaux, magazines et organisations dans le monde. Quant à TWN-Afrique, il offre une perspective africaine dans le magazine *African Agenda*.

Ces publications permettent à TWN de mettre en lumière la réalité qui constitue le quotidien de gens dont les voix arrivent rarement à percer l'écran des clichés et de l'actualité.

Pour s'abonner ou se renseigner, consulter les sites web de TWN : <http://www.twinside.org.sg/> et <http://www.twnafrica.org>.

## Témoin en Birmanie

Lorsque Kevin Heppner de Milford, en Ontario, s'en est allé voir du pays en 1989, il ne pensait pas partir pour longtemps. Douze ans plus tard, il vit en Thaïlande où il dirige le Karen Human Rights Group (KHRG), un organisme qui rassemble des informations sur les atrocités commises par l'armée birmane contre la population de l'État Karen.

À son arrivée en Thaïlande en 1990, Kevin a rencontré des bénévoles des camps de réfugiés de la frontière avec la Birmanie. Après en avoir visité quelques-uns, il s'est porté volontaire. On lui a alors confié la tâche d'enseignant dans un village de l'État Karen, en Birmanie. Il s'y est tellement plu qu'il s'est engagé à y passer un an avant de reprendre son voyage.

Puis, tout bascule. En 1991, l'armée birmane bombarde le village de Kevin. Avec ses élèves et les survivants, il se réfugie en Thaïlande. Si, jusque-là, la vie de réfugié n'était pour lui qu'une abstraction, il est plongé au cœur de cette expérience et en devient un témoin de première main.

Kevin se rend ensuite à Manerplaw, le centre des activités karen dans l'État Karen. Il y rencontre des personnes ayant connu le pire aux mains de l'armée birmane : celles qui ont été chassées de leurs villages incendiés; celles dont les proches ont été torturés ou sommairement exécutés; celles qui ont été forcées de transporter du matériel militaire dans les montagnes. Kevin essaie d'intéresser des journalistes internationaux à leur sort. « Personne ne s'intéressait à eux », explique-t-il. « Les journalistes n'en avaient que pour les éléments armés ».

Kevin décide alors de documenter lui-même leurs histoires. Armé d'une machine à écrire et de papier carbone, il fait des entrevues avec les déplacés et consigne leurs récits par écrit. Il crée une liste de diffusion internationale grâce à laquelle ces histoires font le tour du monde. Il recrute des personnes pour l'aider et le groupe est baptisé Karen Human Rights Group.

En 1995, l'armée attaque Manerplaw. Une fois de plus, Kevin se retrouve sur les routes avec 20 000 réfugiés fuyant vers la Thaïlande. Là, à Mae Sot, il ouvre un bureau. Kevin et ses collègues reprennent leurs activités, voyageant souvent pendant des semaines à travers la jungle pour atteindre des villages birmans éloignés où ils enregistrent et filment les témoignages des déplacés.

Au fil des ans, les témoignages rassemblés par KHRG ont été une source d'information précieuse pour les groupes internationaux de défense des droits de la personne, les États et les institutions des Nations Unies. KHRG a fourni des preuves essentielles à l'enquête de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur le travail forcé en Birmanie qui a fait l'objet d'un rapport accablant sans précédent. Ce rapport a eu des répercussions énormes sur la junte militaire, la contraignant à adopter une législation interdisant le travail forcé.

La stratégie d'information et de diffusion de KHRG a fait école parmi les groupes birmans de défense des droits de la personne dans d'autres régions du pays. En dépit des efforts de la junte pour les arrêter, des informations crédibles en provenance de Birmanie montrent l'ampleur des atrocités. La reconnaissance par la communauté internationale de la tragédie birmane est, dans une large



Kevin Heppner de KHRG

mesure, le fruit du courage et de la détermination de Kevin et de ses collègues.

(Le site web de Karen Human Rights Group est le [www.khrg.org](http://www.khrg.org)).

## Lire entre les lignes

« *En Birmanie, on grandit en apprenant à lire entre les lignes* ».

Christina Fink, Auteure de *Living Silence: Burma under Military Rule*

En Birmanie, la censure est redoutable. Il n'y a ni publications ni médias indépendants. Il n'y a pas de film qui échappe au regard scrutateur de la junte militaire, ni de productions artistiques qui puissent être considérées comme anti-gouvernementales. Les seuls journaux qui paraissent ont la bénédiction de l'État tandis que les chaînes de télévision montrent des soldats qui défilent et des généraux coupant des rubans d'inauguration. L'accès à Internet est interdit. Les journalistes birmans les plus en vue vivent en exil ou en prison.

Au visiteur étranger, les Birmans diront « vous en savez plus que nous » sur les événements politiques importants du pays. Car, non seulement la dictature militaire a verrouillé l'information mais elle ne manque jamais une occasion de servir sa version des événements.

Malgré les efforts de la junte pour taire la vérité, celle-ci refait surface. La vérité vit par ceux et celles qui s'organisent pour recueillir des données sur les violations des droits de la personne, par ceux et celles qui publient et diffusent l'information en Birmanie et à l'étranger et par la majorité des Birmans qui ont

conscience de l'hypocrisie et de la propagande de la junte.

Pendant des années, Inter Pares a apporté son appui aux groupes d'information birmans dans leur effort pour donner accès à la population à une information non censurée sur la situation politique et économique et sur les droits de la personne. C'est avec un courage énorme que ces personnes enquêtent sur l'expérience de la population dans les régions les plus militarisées de la Birmanie. Ces renseignements sont essentiels aux décisions politiques du mouvement démocratique et de la communauté internationale. Cette information fournit aussi la base du contenu des émissions radios depuis l'étranger. Celles-ci constituent un outil d'information indépendant et accessible que la junte ne peut accaparer.

En Birmanie, comme dans de nombreux endroits où Inter Pares est active, il y a des personnes qui savent qu'elles ont le devoir de rechercher la vérité et d'agir en conséquence. Inter Pares continuera d'apporter son appui aux efforts de ceux et celles qui cherchent à révéler la vérité qui transparait entre les lignes.

## Témoigner ensemble

Partout dans le monde, Inter Pares travaille avec des personnes qui partagent son engagement pour la paix et la justice sociale. En faisant cause commune avec ces militants, nous ne voyons pas en eux les objets de notre action mais plutôt des collègues qui œuvrent pour le changement. Cette action prend plusieurs formes que nous décrivons dans nos *Bulletins* tout au long de l'année.

À travers notre *Bulletin*, nous témoignons de ce que nous avons appris dans nos interactions avec des personnes qui vivent des situations diverses et souvent très difficiles et qui, comme nous, ont, néanmoins, à cœur de défendre la vie et la dignité humaine. Nous témoignons ici de ce que nous avons vu, entendu et ressenti au fil des ans. Nous témoignons de ce que nous savons être la vérité de notre monde.

Nous ne pouvons le faire que grâce

à la volonté de milliers de Canadiens et Canadiennes de témoigner de leur propre expérience et qui expriment leur désir de voir le monde s'améliorer en soutenant les activités d'Inter Pares. Nous ne tenons pas leur appui pour acquis. C'est la générosité que nos bienfaiteurs démontrent depuis près de trois décennies qui rend notre travail possible. La confiance qu'ils placent en nous est une source d'inspiration et nous incite à porter les acquis de cette expérience au cœur du débat public. Notre relation avec nos donateurs s'appuie, non pas sur nos objectifs de levée de fonds, mais plutôt sur les rêves et les convictions que nous partageons. C'est pourquoi nous savons qu'il nous incombe de témoigner en toute honnêteté des actions que nous menons avec leur soutien.

Nos donateurs et donatrices renforcent notre conviction que la plupart des

Canadiens et Canadiennes ne recherchent pas de solutions simples à des problèmes complexes. Ils savent que le combat pour la justice et la solidarité est un combat de longue haleine et que le parcours est truffé d'embûches, d'horreurs, de déceptions et de trahisons. Ils savent que pour la plupart des personnes vivant dans le Sud globalisé, le monde n'est pas meilleur qu'il y a trente ans. Ils sont donc conscients de la nécessité d'une solidarité véritable, d'une générosité réelle et d'un profond engagement en faveur de l'action locale des citoyens et citoyennes pour réaffirmer leurs droits, garantir leur bien-être et leur sécurité et participer à l'évolution du monde. C'est l'engagement que nous prenons ensemble : continuer d'apprendre, partager, participer à l'action d'autrui, entre égaux. C'est, malgré toutes les difficultés qu'il suppose, l'engagement qui continue de nourrir notre action.

## Yew Lee : militant et organisateur communautaire

Yew Lee, consultant en développement communautaire à Ottawa, est membre du Conseil d'administration d'Inter Pares depuis 1995. Il s'intéresse à la fois à l'éducation multiculturelle et aux questions liées aux immigrants et aux réfugiés. Le militantisme de Yew Lee est né de l'expérience de la discrimination et de la séparation que sa famille a vécue, en conséquence des politiques racistes du Canada à l'encontre des Chinois entre 1885 et 1947. Yew œuvre aujourd'hui pour révéler la vérité sur l'impôt de capitation qui frappait les Chinois et sur la Loi d'exclusion chinoise et pour obtenir réparation pour les survivants, leurs

conjoints et les descendants de la première génération.

En 1885, le Canada imposait aux immigrants chinois un « impôt sur la personne ». Guang-foo Lee, le père de Yew Lee, a payé 500 \$ pour venir au Canada en 1913. En quête d'un avenir meilleur, Guang-foo Lee a emprunté de l'argent pour acquitter l'impôt. Il a mis 17 ans à rembourser sa dette.

En 1923, le Canada a substitué à l'impôt de capitation la Loi d'exclusion prohibant toute nouvelle immigration chinoise. En 1930, Guang-foo Lee est rentré en Chine se marier. Mais la Loi lui interdisait de ramener sa famille au Canada. Au cours des vingt années suivantes, il a pu visiter sa famille en Chine seulement trois fois. En 1947, le Canada a abrogé la loi. En 1950, Guang-foo Lee a enfin pu recevoir sa famille, sa femme et ses trois enfants dont Yew Lee, à Sudbury, en Ontario.

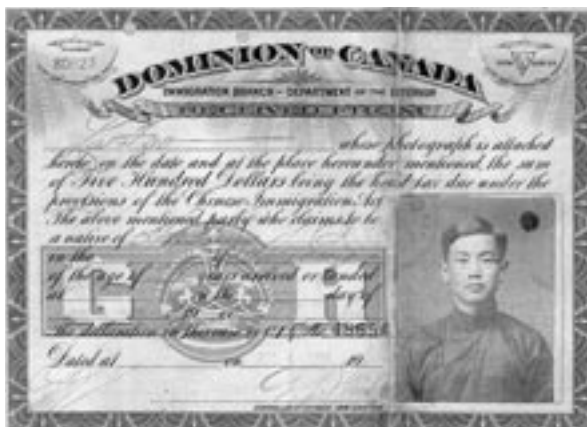
Entre 1885 et 1923, près de 81 000 immigrants chinois ont versé 23 millions de dollars en impôt de capitation au Canada. Très peu sont encore en vie. En leur nom, Yew Lee, sa mère, Quen-ying Lee, et Shack Jang, qui a payé lui-même l'impôt, ont intenté une action collective contre le Canada pour obtenir réparation

pour le traitement des Chinois.

Au printemps dernier, le Juge Cumming de la Cour supérieure de l'Ontario a émis une fin de non-recevoir alléguant que la législation ne pouvait être remise en cause ni sur le plan du droit constitutionnel ni sur le plan du droit international. Cependant, dans ses conclusions, il a déclaré :

*Selon les valeurs et la morale canadiennes actuelles, ces lois sont à la fois répugnantes et répréhensibles. La Loi sur l'immigration chinoise de 1885 et les lois suivantes sont le symbole d'une période de l'histoire du Canada profondément marquée par l'intolérance et les préjugés raciaux... Il serait peut-être approprié que le Parlement examine la possibilité d'apporter réparation aux Canadiens chinois ayant eu à acquitter l'impôt de capitation ou qui ont eu à souffrir des diverses Lois sur l'immigration chinoise. Il y a, certes, des cas où l'État a offert excuses et réparation pour le traitement injuste et inacceptable infligé à un groupe canadien minoritaire.*

Yew Lee, sa mère et Shack Jang ont l'intention d'interjeter appel. « Cette page de l'histoire du Canada ne sera pas tournée tant que la vérité ne sera pas dite et tant que 62 ans de politiques anti-chinoises n'auront pas été rectifiées », dit Yew Lee. « Pour moi et pour plusieurs autres, il s'agit d'un héritage familial qui doit être réglé ».



Certificat de capitation de Guang-foo Lee, le père de Yew Lee

